

*Budget—M. Jamieson*

Il est moins amusant, je le comprends, de parler de la situation mondiale que de passer son temps à taper sur le même clou, la même question d'intérêt purement intérieur; mais à la vérité, tant que les députés et le reste des Canadiens ne l'auront pas compris, il ne sera pas possible d'appliquer vraiment des politiques concertées qui trouvent un large appui et qui nous sortent de cette situation mondiale extrêmement difficile.

Je vois à mes côtés le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie). Il n'hésiterait sûrement pas à confirmer que les problèmes énergétiques canadiens, s'ils peuvent être considérés comme ayant une ampleur démesurée, peuvent aussi, pour celui qui se place dans un optique mondiale, apparaître comme beaucoup moins onéreux pour le consommateur canadien que pour ceux de nombreux pays que j'ai mentionné. Il est inutile de chercher à embrouiller ou à tromper l'opinion—comme le font souvent les députés d'en face et peut-être aussi, pour être juste, tous les députés—de vouloir faire croire aux gens que dans un monde où les prix pétroliers ont quadruplé en trois à cinq ans, il est possible de soustraire le consommateur canadien aux effets d'une décision qui est prise au Moyen-Orient et qui est indissolublement liée à la situation internationale.

Il n'est sûrement pas impossible d'informer l'opinion canadienne que la structure économique internationale a subi des transformations radicales. Si nous n'avons pas au Canada la volonté et la détermination d'admettre cela puis de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier au problème, non seulement à l'intérieur du Canada mais dans l'ensemble du monde occidental, nous ne réaliserons pas les progrès auxquels tous ensemble nous tenons tant. La solution ne viendra pas de quelques mesures proposées par l'opposition, et cette dernière ne peut échapper au reproche de prêcher le pour et le contre en même temps.

Dire, comme cela a été fait en Chambre aujourd'hui encore je pense, qu'on peut décider une réduction permanente d'impôts de deux milliards sans pour autant abaisser le niveau de la péréquation, le niveau des services assurés aux Canadiens, et le bien-être de la population, c'est à tout le moins de l'hypocrisie, si ce n'est pas plutôt la pire sorte de tromperie, parce que je dis que cela ne peut se faire. Par leur façon d'agir tous les jours, certains députés prouvent leur manque de suite dans les idées. D'un côté ils ne cessent de réclamer des réductions d'impôts générales et permanentes, et de l'autre ils prétendent que tout cela peut se faire sans rien retrancher aux chapitres que j'ai indiqués. Ils répètent à la cantonnade, l'un après l'autre, jour après jour, à longueur de semaine, qu'ils vont réduire les dépenses publiques.

Il serait intéressant de calculer combien cela coûterait au Trésor public si l'on accédait à toutes les nouvelles demandes que ne cessent de faire les députés de l'autre côté. Je le répète

[M. Jamieson.]

une fois de plus, il faut savoir ce qu'on veut. Il faut soit comprendre qu'on doit s'imposer certaines limites, soit être prêt à tenir compte des réalités plus vastes dont j'ai parlé tout à l'heure. C'est ce que l'opposition a toujours refusé de faire.

Que va-t-il se passer sur le plan international et que pouvons-nous espérer si, comme on l'a dit—pas seulement moi, mais beaucoup d'autres—la solution doit venir en partie, et même en grande partie, de l'extérieur du Canada? Quelles chances y a-t-il pour que la communauté internationale prenne ces mesures? Je pense que les mesures sont bonnes et je pense que les chances sont bonnes. Le Canada est reconnu internationalement par tous les pays, les pays développés comme ceux qui sont en voie de développement, pour sa saine gestion économique ainsi que pour l'esprit dans lequel il aborde les grands problèmes mondiaux.

Si les députés voient d'un mauvais œil ce genre de remarque, alors qu'ils ne comptent pas sur moi pour répondre. Je les renvoie aux commentaires des chefs de gouvernement lors de la réunion au sommet tenue à Londres en mai ou en juin dernier, au siège de l'OCDE, et, plus près de nous, ici à Ottawa, à ceux du vice-président des États-Unis qui a loué, à juste titre d'ailleurs, la compétence du premier ministre de notre pays et le respect qu'on lui porte au sein de la communauté internationale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Jamieson:** J'avoue, monsieur l'Orateur, que j'ai une espèce de vision cauchemardesque qui me trouble énormément lorsque je pense au prochain sommet. La rencontre doit avoir lieu à Bonn. Imaginez-vous la scène: les dirigeants des pays développés—Giscard d'Estaing, de France, James Callaghan, de Grande-Bretagne, M. Fukuda, du Japon, le président Carter, des États-Unis, M. Schmidt, d'Allemagne de l'Ouest, Roy Jenkins de la communauté européenne—se réunissent pour délibérer. On tire le fauteuil réservé au Canada, et notre porte parole, notre représentant n'est nul autre que—Joe Qui?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hnatyshyn:** Vous allez perdre votre poste.

**M. Jamieson:** Je peux dire que le député de l'opposition n'est pas sujet à un pareil cauchemar. Il raisonne comme une poubelle à moitié vide.

**M. Hnatyshyn:** Continuez.

**M. Jamieson:** Nous essayons de tenir sur ce sujet un débat raisonnable.

**M. Hnatyshyn:** Alors pourquoi ne pas vous asseoir?

**M. Jamieson:** Essayons, au moins durant les quelques minutes qui nous restent . . .

**Une voix:** Continuez, vous êtes à la télévision nationale.